



JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

BIMENSUEL

**Paraissant les 15 et 30
de chaque mois**

15 Août 2005

47^{ème} année

N° 1100

SOMMAIRE

I – Lois et Ordonnances

25 juillet 2005	Loi cadre n° 2005 - 046 Protection du Patrimoine Culturel Tangible.....	363
06 Août 2005	Ordonnance n°001 - 2005 portant promulgation de la Charte Constitutionnelle définissant l'organisation et le fonctionnement des pouvoirs publics constitutionnels pendant la période transitoire.....	377
06 Août 2005	Ordonnance n° 002 - 2005 Portant promulgation du règlement intérieur du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie..	379

Ministère des Affaires Economique et du Développement

Actes Réglementaires

30 mai 2005

Arrêté n° 0687 portant création d'un comité de pilotage du rapport national sur le développement humain durable et la pauvreté

(RNDHDP).....383

III.- TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

I – Lois et Ordonnances

Loi cadre n° 2005 – 046 du 25 juillet 2005
Protection du Patrimoine Culturel Tangible

Article 1^{er} : Au sens de la présente loi , le patrimoine culturel tangible englobe toute œuvre tangible de l'homme ou tout produit de l'action conjointe de l'homme et de la nature , qui présente un intérêt archéologique, historique, scientifique, artistique ou esthétique justifiant sa préservation et sa transmission aux générations futures.

Tous les vestiges, tous les objets , meubles ou immeubles, publics ou privés, découverts ou rechercher , en terre, en mer ou dans les eaux fluviales , ainsi que tous les documents ou manuscrits en rapport avec la religion , l'histoire , la science , l'art , le mode vie ou la tradition et qui présente et l'intérêt mentionné à l'alinéa ci-dessus sont considérés comme partie intégrante du patrimoine culturel tangible .

Le patrimoine culturel fait partie du domaine public de l'Etat, à l'exception des éléments dont la propriété privée est établie.

Article 2 : Les éléments du patrimoine culturel tangible sont subdivisés en biens culturels mobiliers et bien culturels immobiliers.

Par biens cultuels mobiliers, on entend des biens qui peuvent être déplacés sans dommage pour eux – mêmes et pour l'environnement.

Par biens culturels immobiliers ; on entend des biens qui, soit par nature, soit par destination, ne peuvent être déplacés sans dommage pour eux – mêmes et pour l'environnement

Article 3 : Il est établi un inventaire général du patrimoine culturel tangible mis à jour annuellement par les services du Ministère de la Culture.

L'inventaire prévu à l'alinéa ci – dessus consiste en l'inscription des biens culturels mobiliers ou immobiliers , publics ou

privés sur un registre prévu à cet effet et tenu par les services compétents du Ministère de la Culture .

L'inscription sur cette liste est prononcée par la décision du Ministère de la Culture qui la notifie au propriétaire et, l'occupant ou au détenteur du bien. Elle entraîne l'obligation pour le propriétaire, l'occupant ou le détenteur du bien d'informer, au préalable le Ministre chargé de la Culture , trente jours au moins , de décision susceptible d'affecter le sort du bien en cause .

L'inventaire ci – dessous s'appuie sur les données fournies par les personnes intéressés et les autorités compétentes.

Article 4 : L'état garantit aux citoyens le droit d'accès au patrimoine culturel tangible dans des conditions qui seront fixées ultérieurement par voie réglementaire.

Article 5 : L'état assure la protection, la sauvegarde et la promotion du patrimoine culturel tangible. Il en garantit la transmission aux générations futures. Il veille à l'intégration harmonieuse de l'impératif de protection du patrimoine culturel dans les politiques de développement.

Article 6 : L'Etat jouit d'un droit de préemption sur tous les biens culturels protégés ou classés.

TITRE II LES BIENS CULTURELS IMMOBILIERS

Article 7 : Les biens culturels immobiliers sont composés des sites culturels, des ensembles historiques et traditionnels et des monuments historiques.

Article 8 : Sont considérés comme, sites culturels les sites qui témoignent des actions de l'homme ou des actions conjointes de l'homme et de la nature, y compris les sites archéologiques, qui présentent, du point de vue de l'histoire, de

l'esthétique, de l'Art ou de la tradition, une valeur nationale ou universelle.

Article 9 : Sont considérés comme " ensembles historiques et traditionnels les biens immeubles, construits ou non, isolés ou reliés, tels que les villes, villages et quartiers qui en raison de leur architecture de leur unicité, de leur harmonie ou de leur intégration dans leur environnement, ont une valeur nationale ou universelle, quant à leur aspect historique, esthétique, artistique ou traditionnel.

Article 10 : sont considérés monuments historiques : ensemble historique les biens immeubles, construits ou non, privés ou relevant du domaine public ; dont la protection et la conservation présentent du point de vue de l'histoire ; de l'esthétique ; de l'Art ou de la tradition ; une valeur nationale ou universelle.

CHAPITRE I : DES SITES CULTURELS

Section I : De l'identification

Article 11 : Les sites culturels , tels que définis à l'article 8 de la présente loi – cadre , sont créés et délimités par arrêté conjoint du Ministre chargé de la Culture et du Ministre Chargé de l'urbanisme après avis du Conseil National du patrimoine , prévu à l'article 96 ci – après .

Article 12 : Après publication de l'arrêté portant création d'un site culturel ou d'un secteur sauvegardé, les services compétents du Ministère chargé de la Culture procèdent à l'élaboration d'un plan de protection et de mise en valeur.

Le plan de protection et de mise en valeur est approuvé après avis du Conseil National du Patrimoine par décret pris en conseil des Ministres sur proposition du Ministre chargé de la Culture.

Section II : De la Protection

Article 13 : Les travaux ci-après indiqués sont soumis à l'autorisation préalable du Ministre de la Culture

a – Les démolitions totales ou partielles de tout édifice se trouvant à l'intérieur du périmètre du site culturel ou dans ses limites ;

b – Les travaux relatifs aux réseaux électriques et Téléphoniques, aux conduites d'eaux de gaz et d'assainissement, aux voies et aux communications et télécommunications et tous travaux susceptibles de déformer l'aspect extérieur de la zone ou des constructions s'y trouvant ;

c – L'installation de panneaux publicitaires, tableaux d'affichages et signalisations et autres moyens publicitaires.

La réponse à la demande d'autorisation en ce qui concerne les travaux sus – cités au lieu d'un délai ne dépassant pas trois mois.

Article 14 : Sont soumis à l'autorisation préalable du Ministre chargé de la Culture les projets de morcellement et de lotissement à l'intérieur des sites culturels. Le délai de réponse aux demandes d'autorisations ne doit pas dépasser trois mois, à compter de la date de la réception desdits demandes.

Article 15 : Les projets de construction et de restauration à l'intérieur des sites culturels sont soumis à la réglementation en vigueur et ce après avis conforme du Ministre de la Culture.

Article 16 : Tous les travaux visés dans la présente section sont soumis au contrôle scientifique et technique aux services compétents du Ministère de la Culture.

Section III : Des plans de Protections et de mise en Valeur

Article 17 : Le plan de protection est de mise en valeur comprend le plan des zones et les dispositions réglementaires, les dispositions réglementaires fixent et notamment :

- les activités autorisées à l'intérieur de chaque zone

- Les conditions d'exercices desdites activités

- Les servitudes propres à chacune des zones.

A compter de la date d'approbation du plan de protection et de mise en valeur, tous les travaux entrepris à l'intérieur du site culturel sont soumis aux dispositions réglementaires spéciales prévues par décret d'approbation.

Demeurant applicables les dispositions prévues aux articles 13,14 ; 15, et 16 de la présente loi cadre.

Article 18 : Dans l'attente de l'approbation d'un plan de protection et de mise en valeur, toute autorisation de travaux sollicitée dans un site culturel reste soumise à un accord préalable du Ministre de la Culture.

Article 19 : Dès son approbation, le plan de protection et de mise en valeur se substitue automatiquement, dans les limites du périmètre du site culturel, au plan d'aménagement urbain, s'il existe.

Chapitre II : Des Ensembles Historiques Et Traditionnels

Section Première : De l'Identification

Article 20 : Les ensembles historiques et traditionnels, tels que définis à l'article 9 de la présente loi – cadre sont déterminés et leurs limites fixées pour être érigés en secteur sauvegardés par un arrêté conjoint du Ministre chargé de l'urbanisme et du Ministre chargé de la Culture, pris sur l'initiative de celui – ci

Ledit arrêté est pris après avis des collectivités locales concernées et du Conseil National du Patrimoine.

Article 21 : Les services compétents du Ministre de la Culture procèdent à l'élaboration du plan de sauvegarde et mise en valeur dans un délai ne dépassant pas cinq ans à compter de la date de publication de l'arrêté portant création du secteur sauvegardé

Le plan de sauvegarde et de mise en valeur est approuvé par décret, pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre de la Culture et de l'Urbanisme, et après avis du Conseil National Patrimoine.

Section II Dès secteurs Sauvegardés

Article 22 : Les travaux ci-après indiqués entrepris à l'intérieur du secteur sauvegardé sont soumis à l'autorisation préalable du Ministre de la Culture.

- a- les travaux de démolition ou partielle de tout édifice se trouvant les limites du périmètre du secteur sauvegardé ;
- b- Les travaux relatifs aux réseaux électriques et Téléphoniques aux conduites d'eaux et d'assainissement, aux de communications et Télécommunications et tous travaux susceptibles de déformer l'aspect extérieur de la zone et des constructions existantes
- c- L'installation des panneaux publicitaires, tableaux d'affichages et signalisations et autres publicités ;

La réponse à la demande d'autorisation des travaux cités ci – dessus est donné dans un délai ne dépassant pas trois mois à compter de la date de réception de la demande.

Article 23 : Les projets de morcellement et de lotissement à l'intérieur d'un secteur sauvegardé sont soumis à une autorisation préalable du Ministre de la Culture et ce dans un délai ne dépassant pas trois mois à compter de la date de réception de la demande d'autorisation.

Article 24 : Les projets de construction et de restauration à l'intérieur des secteurs sauvegardés sont soumis à la réglementation en vigueur et ce après avis conforme du Ministre de la culture.

Article 25 : Tous les travaux visés à la présente section sont soumis au contrôle

technique et scientifique des services compétents du Ministère de la Culture.

Section III : Du Plan de Sauvegarde et de mise en Valeur

Article 26 : Le plan sauvegarde et mise en valeur comprennent le plan parcellaire et les prescriptions réglementaires.

Il comporte notamment :

- Les biens immeubles construits ou non à sauvegarder
- Les constructions dégradées à réhabiliter
- Les édifices à démolir, en totalité ou en partie, en vue des travaux d'aménagements à caractère public privé
- Les normes d'architectures à respecter
- Les infrastructures de base et les équipements nécessaires

Les règles concernant l'aménagement des places publiques

- Les activités interdites pour incompatibilité avec les exigences de protection du « secteur sauvegardé »

Article 27 : A compter de la date d'approbation du « plan de sauvegarde et de mise en valeur » tous type de travaux entrepris dans les limites du périmètre du « secteur sauvegardé » seront soumis aux prescriptions spéciales prévues par le décret d'approbation .

Demeurent applicables les dispositions prévues aux articles 22, 23, 24, et 25 de la présente loi – cadre

Article 28 : Dans l'attente de l'approbation d'un plan de sauvegarde et de mise en valeur, toute autorisation de travaux sollicités sur un secteur sauvegardé appartenant à un ensemble historique et traditionnel est soumise à un accord préalable du Ministre de la Culture.

Article 29 : Dès son approbation, le « plan de sauvegarde et de mise en valeur » se substitue automatiquement,

dans les limites du périmètre sauvegardé, au plan d'aménagement urbain, s'il existe.

Il se substitue, également, aux prescriptions spéciales relatives aux abords des monuments historiques, protégés ou classés, si elles existent.

Chapitre III : Dès Monuments Historiques

Section Première : De la Protection

Article 30 : Les monuments historiques au sens de l'article 10 de la présente loi cadre, font l'objet d'un arrêté de protection pris par le Ministre de la Culture sur sa propre initiative ou à l'initiative de toute personne y ayant intérêt et après avis du Conseil National du patrimoine. L'arrêté de protection peut s'étendre aux abords des monuments historiques qu'ils soient immeubles nus ou bâtis, publics ou privés, et dont la conservation est nécessaire pour la protection et la sauvegarde de ces monuments.

Article 31 : L'arrêté de protection est notifié aux propriétaires par le Ministre de la Culture.

Il est affiché au siège de la Municipalité du lieu et, à défaut, au siège de la Wilaya .

Le Ministère de la Culture procédera à l'apposition d'une plaque indiquant que l'immeuble est un monument historique protégé.

Au cas où l'immeuble est immatriculé, l'arrêté de protection sera inscrit sur le titre foncier, à la demande des services compétents du Ministère de la Culture.

Dans le cas contraire, le Ministre de la Culture agira aux lieux et places des propriétaires pour demander l'immatriculation.

Article 32 : Les immeubles protégés ne peuvent faire l'objet de travaux de restauration, de répartition, de modification, d'adjonction ou de reconstruction sans l'obtention de l'autorisation préalable du Ministre de la Culture.

Il est interdit également de démolir, en partie ou en totalité les immeubles protégés, et d'en prélever des éléments.

Au cas où l'immeuble est protégé est menacé de ruine, les autorités compétentes sont tenus d'en informer le Ministre de la Culture

En attendant les mesures à prendre, il est interdit pour le propriétaire d'effectuer tout acte sur l'immeuble, à l'exception des travaux de consolidation nécessaires pour prévenir tout danger imminent.

Article 33 : L'installation est la pose d'enseignes publicitaires sont interdite sur les monuments protégés ou à leurs abords.

Article 34 : Les travaux d'infrastructure ci – après indiqués projetés sur les monuments historiques ou à leurs abords sont soumis à l'autorisation préalable du Ministre de la Culture; L'installation de réseaux électriques et Téléphoniques, des conduites de gaz d'eau potable et d'assainissement, des voies de communication, et tous travaux Susceptibles de compromettre l'aspect extérieur de l'immeuble.

Article 35 : Le partage ou le lotissement des monuments protégés sont interdits sauf autorisation préalable du Ministre de la Culture

Article 36 : Si l'Administration n'a pas donné suite à la demande d'un délai de quatre mois à compter de la date de réception de la demande, les travaux sont réputés autorisés.

Article 37 : Les travaux indiqués aux articles 32, 34 et 35 de la présente loi cadre seront exécutés sous la responsabilité des services compétents du Ministère de la Culture dans le cas où le propriétaire bénéficie de subventions ou d'exonérations fiscales et sous leur contrôle dans les autres cas.

Article 38 : Les effets de l'arrêté de protection suivent l'immeuble protégé en quelques mains qu'il passe.

Quiconque aliène un immeuble protégé est tenu d'informer l'acquéreur de l'existence de l'arrêté de protection. Toute aliénation d'un immeuble protégé doit être notifié au Ministre de la Culture dans un délai de 15 jours.

Section II Du classement

Article 39 : Lorsque le monument historique, immeuble construit au non, public ou privé, présente un intérêt patrimoine particulier il doit faire l'objet d'un classement celui – ci doit être accéléré en cas de péril ou lorsque son occupation ou son utilisation sont incompatible avec sa protection.

Article 40 : Le Ministre chargé de la Culture notifie au propriétaire son intention de classer le monument et lui demande permettre aux services compétents du Ministère chargé de la Culture l'accès au monument et l'accomplissement des études techniques nécessaires à la contribution du dossier de classement.

En cas de refus de sa part de permettre aux services compétents l'accès au monument et l'accomplissement des études techniques nécessaires, il y sera obligé par voie d'ordonnance sur requête prononcée par le juge du lieu de situation de l'immeuble.

Article 41 : Les monuments classés sont soumis en leur qualité de monuments historiques aux dispositions des articles 32 à 38 de la présente loi – cadre.

Article 42 : Le décret de classement comporte la participation financière de l'Etat aux travaux de conservation du monument. Les services compétents du Ministère de la Culture fixent, au cas par cas, le taux de cette participation dans une proportion ne dépassant pas les 50% du coût des travaux.

Ces travaux seront notifiés au propriétaire qui sera tenu de les entreprendre dans un délai maximum de trois mois.

A l'expiration des délais prescrits et en cas de refus du propriétaire, le Ministre de la Culture autorise leur exécution d'office par les services compétents à charge de remboursement des frais par le propriétaire dans les proportions qui lui incombent.

Article 43 : Si le propriétaire se trouve dans l'impossibilité d'entreprendre les travaux prescrits, l'Etat se réserve le droit d'acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, l'immeuble concerné.

Article 44 : En cas d'opposition du propriétaire à l'exécution des travaux prescrits à l'article 42, le Ministre de la Culture peut prendre un arrêté ordonnant l'exécution des travaux avec occupation temporaire des immeubles concernés à condition que cette occupation n'excède pas une année.

Article 45 : lorsque l'immeuble est affecté à des utilisateurs contraires aux exigences de la sauvegarde et de la conservation, sans préjudice des mesures d'urgences et des sanctions applicables, le Ministre de la Culture peut aviser le propriétaire des modifications qu'il est nécessaire d'introduire ou des utilisations auxquelles il est nécessaire de mettre fin.

Article 46 : Lorsqu'un immeuble, nu bâti, dont la conservation présente, du point de vue de l'histoire, de la science, de l'archéologies, des arts ou des traditions, une utilité publique, est exposé à un danger certain nécessitant une intervention urgente, le Ministre de la Culture peut prendre des mesures préventives en vue d'éviter les menaces des ruines, de démolition ou d'altération profonde.

Il peut également ordonner la suspension des travaux portant atteinte à l'unité même de l'immeuble est de ses éléments décoratifs ou à son identité d'origine

Ledit arrêté sera notifié au propriétaire et à l'occupant.

Article 47 : Les zones se trouvant dans un rayon de trois cent mètres autour des monuments historiques protégés ou classés et comprenant des biens immeubles bâtis ou non, publics ou privés obéissent aux prescriptions prévues aux articles 30 à 48 de la présente loi – cadre, sauf autorisation expresse délivrée par les services compétents du Ministère chargé de la Culture.

Article 48 : Le Ministre chargé de la Culture est tenu de prendre un arrêté de protection dans un délai maximum de quatre mois.

Dans le même délai et lorsque l'état de l'immeuble, son mode d'occupation ou son utilisation le justifient, le Ministre entraîne la procédure de classement. Le classement est prononcé dans un délai maximum de deux mois à compter de la date de déclenchement de la procédure de classement.

Section III : Dès Abords des Monuments historiques

Article 49 : Les immeubles nus ou bâtis, publics ou privés se trouvant dans un rayon de trois cents (300) mètres aux bords d'un monument protégé ou classé sont soumis aux dispositions particulières prévues aux articles 30 à 48 de la présente loi – cadre.

Article 50 : Aucun type de travaux aux bords des monuments historiques ne peut être entrepris qu'après autorisation préalable du Ministre de la Culture est se conformément au procédures prévus au articles 32 et 36 de la présente loi cadre.

Article 51 : Il peut être procédé, si nécessaire, à l'extension de la zone comprise aux abords d'un monument historique au moyen de l'arrêter de protection ou du décret de classement de l'immeuble concerné et c'est après avis du Conseil National du Patrimoine.

Article 52 : Les services compétents relevant des Ministères chargés de l'aménagement urbain et du tourisme sont tenus de consulter le Ministère de la Culture, dans tous les cas où figurent des monuments protégés ou classés au plan directeurs d'urbanisme, aux plans d'aménagement urbain et d'aménagement touristique, et toutes les fois que lesdits plans font l'objet de révision. Le Ministère de la Culture peut interdire des mesures préventives relatives aux zones se trouvant aux abords des monuments historiques.

Titre III

Des Biens Culturels Mobiliers

Chapitre I : De la Protection des

Biens Culturels Mobiliers

Article 53 : Protégés les biens meubles, y compris les documents et les manuscrits qui constituent, quant à l'aspect historique, scientifique, esthétique, artistique ou traditionnel, une valeur Nationale ou universelle.

Les biens meubles sont constitués d'éléments isolés ou de collection. La collection est réputée une et indivisible du fait de sa provenance d'un même lieu d'origine ou du fait qu'elle témoigne de courants de pensée, d'us et coutumes, d'une identité, d'un goût, d'un savoir, d'un art ou d'un événement.

Article 54 : Les biens meubles, au sens de l'article 53 de la présente loi – cadre, peuvent faire l'objet d'un arrêté de protection pris par le Ministre de la Culture de sa propre initiative ou à la demande de toute personne y ayant intérêt et c'est après avis du Conseil National du Patrimoine.

Article 55 : La protection des biens meubles dont la propriété revient à l'Etat est prononcée par arrêté du Ministre de la Culture.

Article 56 : La protection des biens meubles dont la propriété revient aux particuliers est prononcée après l'accord du propriétaire par arrêté du Ministre de la

Culture. Après avis du Conseil National du Patrimoine.

A défaut d'accord du propriétaire, celui-ci sera contraint par voie d'ordonnance, sur requête prononcée par le juge compétent du lieu où se trouve le possesseur du bien meuble. Le droit de préemption, prévu à l'article 6 de cette loi s'applique de plein effet.

Article 57 : Lorsque meuble appartenant à un particulier est menacé de défiguration ou d'abandon, le Ministre de la Culture peut après expertise par les services compétents relevant de son Ministère en prononcer la protection par arrêté après avis du Conseil National du Patrimoine.

Article 58 : L'arrêté de protection mentionne la nature de l'objet protégé, son lieu de dépôt, l'identité et l'adresse du propriétaire ou du possesseur ainsi que toutes autres mentions pouvant, le cas échéant, aider à son identification.

Article 59 : La falsification des objets protégés est interdite, l'imitation des objets protégés à des fins commerciales est soumise à l'autorisation préalable des services compétents du Ministère de la Culture.

Article 60 : Il ne peut être procédé à la répartition, restauration, consolidation, ou transfert du lieu de dépôt des biens meubles protégés, sans autorisation préalable des services compétents du Ministère de la Culture.

Chapitre II De l'Aliénation Et De la Commercialisation des Biens Culturels Mobiliers

Article 61 : À l'intérieur des frontières nationales les biens culturels mobiliers protégés appartenant à des particuliers peuvent faire l'objet d'aliénation.

Le propriétaire des biens meubles protégés est tenu d'informer l'acquéreur de l'effet de l'arrêté de protection et les services compétents du Ministre de la Culture de

son intention d'aliéner lesdits conformément à l'article 9 de la présente loi – cadre .

Article 62 : L'exportation des biens culturels mobiliers protégés est interdite sous réserve des dispositions des articles 85 à 92 de la présente loi – cadre.

Article 63 : Le Commerce des biens Culturels mobiliers protégés est soumis à l'autorisation du Ministre de la Culture. Les modalités d'exercice de cette activité seront précisées par décret.

Article 64 : Tout commerçant d'objets archéologiques et historiques doit tenir un registre numéroté sur lequel sont portés toutes les opérations d'achats et de ventes des objet archéologiques et historiques avec mention du d'identité et de l'adresse du vendeur ou de l'acquéreur, de leurs adresses ainsi que la description précise de objets archéologiques et historiques concernés.

Le Commerçant d'objet archéologiques et historiques doit présenter ledit registre toutes les fois que la demande lui en faite par les services compétents du Ministère de la Culture .Il doit en outre, permettre aux dits services d'effectuer les expertises et le contrôle des objets en sa possession.

TITRE IV

DES FOUILLES ET DECOUVERTES

CHAPITRE I : DES DECOUVERTS

TERRESTRES

Article 65 : Le sous –sol archéologique est propriété de l'Etat.

Nul ne peut effectuer, sur un terrain lui appartenant ou appartenant à autrui, des fouilles archéologiques sans savoir l'autorisation du ministre de la Culture.

Article 66 : L'autorisation de fouilles archéologiques ne peut être accordée qu'a des institutions représentées par des archéologues qualifiés ou à des personnalités offrant de sérieuses garanties scientifiques, morales et financières ces

dernières étant de nature à donner l'assurance que le fuit entreprises seront conduites à leurs terme conformément aux conditions définies dans l'acte autorisant les fouilles.

Article 67 : les fouilles et les sondages sont entrepris par les parties autorisées sous leur responsabilité, conformément aux règles et conditions prescrites par l'autorisation , et sous le contrôle des services compétents du ministère de la Culture ;

La partie autorisée est tenue, lorsqu'il y a une découverte de biens mobiliers, d'en informer immédiatement les dits services qui procèdent à leur enregistrement et de prendre toutes les mesures nécessaires à la conservation.

Au cas où les opérations de fouilles et de sondage n'ont pas été effectuées en conformité avec les prescriptions de l'autorisation ou en cas de non respect des délais de déclaration des découvertes, le Ministre chargé de la Culture peut procéder au retrait provisoire ou définitif de l'autorisation.

Article 68 : En cas de retrait d'autorisation pour inobservation des prescriptions imposées pour l'exécution des fouilles, l'auteur des recherches ne peut prétendre à aucune indemnité en raison de ce retrait ou des dépenses qu'il aura effectuées.

Il peut toutefois obtenir, après expertise, un juste et équitable dédommagement pour les travaux ou installations pouvant servir à la continuation des fouilles, si celles-ci sont poursuivies.

Article 69 : Les services compétents du ministère de la Culture procèdent, au titre de l'utilité publique, sur tout terrain leur appartenant ou b appartenant à autrui, aux opérations de fouilles et de sondages dans le but de découvrir les vestiges des civilisations préhistoriques et historiques.

Le ministre de la Culture peut déclarer le caractère et l'utilité publique des fouilles et des sondages à effectuer nécessairement sur les terrains.

Il peut en outre, autoriser les services compétents relevant de son ministère à occuper les lieux provisoirement pour une période n'excédant pas cinq ans.

Article 70 : à la fin des travaux de fouilles et de sondages et en l'absence d'intérêt pour la conservation des objets immeubles mis à jour, les terrains doivent être rétrocédés à leur propriétaire dans leur état d'origine.

Article 71 : l'occupation temporaire pur exécution de fouilles donne lieu, à défaut d'accord amiable, à une indemnité dont le montant est fixé conformément aux textes en vigueur, pour le préjudice résultant de la privation momentanée de jouissance des terrains et, éventuellement, si les lieux ne peuvent être rétablis en leur état antérieur, pur le dommage causé à la surface du sol

Article 72 : Le Ministre chargé de la Culture, après avis du Conseil National du Patrimoine, peut poursuivre, pour cause d'utilité publique, l'expropriation des immeubles dont l'acquisition est nécessaire . soit pour exécuter des fouilles intéressant la paléologie , la préhistoire , l'art ou l'archéologie , soit pour assurer la conservation des monuments ruines, sépultures ou autres vertiges de caractère immobilier découverts au cours des fouilles .Sont compris parmi les immeubles pouvant être expropriés ceux dont l'acquisition est nécessaires pour accéder aux immeubles faisant l'objet de l'expropriation principale , soit pour isoler ou dégager des monuments ou vertiges découverts et aménager leurs abords .

L'utilité publique est déclarée par le Ministre chargé de la Culture après avis conforme du Conseil National du patrimoine.

Article 73 : En cas de danger imminents menaçant les découvertes archéologiques, le Ministre de la Culture entame le procédures nécessaires à leur classement et prend les mesures d'urgences

conformément aux articles 46, 47, et 48 de la présente loi – cadre.

Article 74 : lorsque par suite de travaux ou d'un fait quelconque , des monuments des ruines , substructions , mosaïques éléments de canalisation antique , vestige d'habitation ou de sépulture ancienne , des inscriptions ou généralement , des objets pouvant intéresser la paléontologie , la préhistoire , l'histoire , l'art , l'archéologie ou la numismatique sont mis à jour , l'auteur de la découverte et le propriétaire de l'autorité administrative qui avise sans délai le Ministre chargé de la Culture . Si de tels objets sont mis en garde auprès d'un tiers, celui – ci doit faire la même déclaration.

Article 75 : Si la continuation des recherches présente au point de vue de la paléontologie, de la présente la préhistoire, l'histoire, l'art, ou de l'archéologie un intérêt public des fouilles ne peuvent être poursuivies que par l'Etat ou auprès de son autorisation dans les conditions, prévues aux articles 69 à 74 de la présente loi – cadre

A titre provisoire le Ministre chargé de la Culture peut ordonner la suspension des travaux pour une durée de six (6) mois à compter du jour de la notification de la décision ordonnant cette suspension Pendant ce temps, les terrains ou les découvertes ont été effectuées sont considérés comme classés et tous les effets du classement leur sont applicables.

Article 76 : Si la poursuite de la recherche archéologique revêt un caractère d'utilité publique, les fouilles ne peuvent être poursuivies que par les services compétents du Ministère de La Culture ou sous leur responsabilités directes et ce , conformément aux conditions définies à l'article 69 de la présente loi- Cadre .

Article 77 : Si les biens Culturels Mobiliers ou immobiliers découverts lors des fouilles archéologiques effectuées

selon les conditions définies aux articles 69 et 70 de la présente loi – cadre ou découverts conformément aux conditions définies à l'article 74 de la présente loi-cadre font l'objet d'une protection selon les procédures prévues par la présente loi.

Article 78 : Le chercheur responsable de la fouille jouit d'un droit de propriété scientifique sur ces découvertes. Sauf autorisation écrite du responsable scientifique les administrations de la recherche et de la Culture se garderont, pendant un délai de (5) ans après la découverte, de communiquer de façon détaillée les objets provenant des fouilles ou de la documentation scientifique qui s'y attache.

Article 79 : L'auteur d'une découverte fortuite importante ainsi que le propriétaire du terrain ou à lieu la découverte ont droit à une indemnité dont le montant et les modalités de règlement seront fixés par décret.

Article 80 : Le produit des fouilles est affecté à la constitution de collections nationales dans les conservations archéologiques et dans les musées nationaux.

Les collections dont les séries sont incomplètes ou scientifiquement inexploitable pourraient être mise à la disposition des laboratoires des établissements d'enseignements supérieurs et / ou de recherche.

Une indemnité dont le montant est fixé par l'Etat est accordée au propriétaire et à l'auteur de la découverte. S'il s'agit d'un objet en métal précieux ou en pierres précieuses, cette indemnité ne sera pas inférieure à la valeur de la matière.

Il pourra être remis au fouilleur agréé, aux conditions prévues par les dispositions de l'application de la présente loi, un certain nombre d'objets provenant de ses fouilles et consistant en équivalents ou en objets ou groupes d'objets auxquels l'Etat peut renoncer en raison de leur similitude avec

d'autres objets produits par la même fouille.

La remise de ces objets au fouilleur sera effectuée sous la condition que ces objets seront affectés, dans un délai déterminé fixé par le ministre de la Culture après avis du Conseil National du Patrimoine, à un centre scientifique ouvert au public.

Si la condition n'est par remplie ou si elle cessait d'être respectée, les objets remis au fouilleur reviendront à l'Etat.

CHAPITE II: DES DECOUVERTES MARITIMES ET FLUVIALES

Article 81 : Les biens archéologiques, meubles ou immeubles découverts dans les eaux intérieures ou les eaux territoriales, sont considérés propriété de l'Etat.

Il en est de même des biens culturels découverts dans les eaux fluviales mauritaniennes.

Article 82 : Nonobstant les dispositions des articles 196 à 211 du code de la Marine Marchande relatives aux épaves maritimes, tout auteur d'une découverte de biens archéologiques maritime est tenu de les laisser en place, de ce leur causer aucun dommage, il n'y apporter aucune altération et d'en déclarer immédiatement l'existence aux services compétents du ministère de la Culture ou aux autorités territoriales les plus proches afin qu'elles en informent à leur tour les services concernés et ce dans un délai ne dépassant pas cinq jours à compter de la date de se découverte.

Quiconque aura, de manière fortuite, prélevé de la mer un bien archéologique est tenu d'en informer dans les mêmes délais les autorités portuaires les plus proches et de la leur remettre afin qu'à leur tour, elles le délivrent au services compétents du ministère chargé de la Culture.

A cet effet, il est dressé un procès-verbal dont une copie sera remise à l'auteur de la découverte.

L'auteur d'une découverte à droit à une récompense fixée conformément aux dispositions prévues à l'article 79 de la présente loi cadre.

Article 83 : Toute investigation ayant pour but la découverte de biens archéologiques et historiques maritimes est interdite sauf autorisation délivrée par le ministre chargé de la Culture.

L'autorisation fixera les conditions d'exécution des opérations de recherche conformément aux dispositions de la présente de la présente loi-cadre et des textes en vigueur.

Article 84 : En cas de danger menaçant les biens archéologiques maritimes, les services compétents peuvent prendre toutes les mesures préventives et urgentes qu'ils jugent nécessaires.

TITRE V DE L'EXPORTATION ET DE L'IMPORTATIONS DES BIENS CULTURELS

Article 85 : Il est interdit d'exporter tout bien culturel protégé, à moins qu le ministre chargé de la culture n'ait, après avis du Conseil National du Patrimoine, autorisé cette exportation par une licence spéciale dont le modèle sera défini par l'administration compétente.

S'agissant des biens culturels exportés illicitement, la République Islamique de Mauritanie se réserve le droit d'entreprendre toute action visant à leur rapatriement conformément à la législation internationale en vigueur.

Article 86 : Le ministre de la Culture doit se prononcer sur la demande d'autorisation d'exportation dans un délai de trois mois à partir de la déclaration fournie à la douane par d'exportateur.

Article 87 : L'exercice par l'Etat de son droit de préemption sur la vente d'un bien culturel protégé ou classé se fait au prix du marché.

Article 88 : L'interdiction d'exportation des biens culturels sans autorisation préalable est portée à la connaissance du public au moyen d'affiches dans toutes les

entreprises de transport, agences et bureaux voyage, aux endroits recevant habituellement le public.

Article 89 : Les biens culturels importés illicitement sont saisis, placés sous la protection de l'Etat et, sous réserve de réciprocité, restitués à leur pays d'origine conformément aux accords et aux normes internationales.

Les dépenses afférentes à la restitution sont à la charge de l'Etat requérant.

Les biens culturels légalement importés doivent être déclarés en douane.

Le récépissé délivré au détenteur par la douane fait foi et doit être produit en cas de réexportation.

Article 90 : Sont considérés comme illicites l'exportation et le transfert de propriété de biens culturels résultant directement ou indirectement de l'occupation d'un pays par une puissance étrangère.

Article 91 : Une action en revendication de biens culturels perdue ou volée peut être exercée par le propriétaire légitime ou en son nom.

Il sera cependant assuré à l'acquéreur de bonne foi d'un bien culturel à restituer ou à rapatrier dans le territoire de l'Etat d'où il avait exporté illicitement, la possibilité d'obtenir des dommages-intérêts ou une indemnisation équitable.

Article 92 : Il est institué une taxe sur toutes les sorties de biens culturels dont l'exportation est soumise à autorisation préalable. Les taux et les modalités d'affectation et de recouvrement de cette taxe sont déterminés par la loi de Finances.

TITRE VI DES ASSOCIATIONS A CARACTERE CULTUREL

Article 93 : Est considéré comme association à caractère Culturel, au sens de la présente loi-cadre, tout regroupement légalement reconnu d'au moins deux

personnes ou toute fondation dont le but est la collecte, la protection, la conservation, la promotion, l'exploitation à quelque titre que ce soit, des biens culturels constitutifs du patrimoine national.

Article 94 : Est soumise à un avis technique préalable du Ministère chargé de la Culture Toute déclaration d'utilité publique des associations définies à l'article 93 ci – dessus.

Article 95 : Les associations à caractère Culturel sont habilitées à saisir le Ministère de la Culture aux fins de protection ou de classement d'un bien Culturel au sens de la présente loi – cadre

Elles transmettent au Ministère de la Culture Toutes les informations concernant l'existence des biens Culturels dont elles ont connaissance. Elles sont représentées au sein du Conseil National du patrimoine.

TITRE VII DU CONSEIL NATIONAL DU PATRIMOINE

Article 96 : Il est institué un Conseil National du Patrimoine dont la composition et les modalités de fonctionnement seront fixées par décret pris en conseil des Ministres.

Article 97 : Le Conseil est consulté sur :

- Toute question à propos de laquelle son avis est requis par la présente loi – cadre ;
- Toute proposition de protection ou de classement de biens culturels ;
- Tout projet d'aliénation de ces biens ;
- Toute opération tenant à les réduire, déplacer, restaurer ou modifier de quelque façon que ce soit ;
- Et de façon générale toute question que le Ministre de la Culture juge utile de soumettre à son avis

Article 98 : Pour l'exercice de ses attributions, le Conseil dispose de tous les

moyens d'enquête et d'investigations Utiles.

TITRE VIII

DES SANCIONS ET PROCEDURES

Article 99 : Au cas ou le vendeur d'un immeuble ou d'un objet mobilier protégé ne notifie pas à l'acquéreur l'existence de l'arrêté de protection comme prévu aux articles 38 alinéa 2 et 61 de la présente loi – cadre, l'acquéreur peut demander la nullité du contrat de vente .

Quiconque n'aura pas informé le Ministère de la Culture, de l'aliénation d'un bien immeuble ou d'un bien meuble protégé est puni d'une amende de 100.000 à 400.000 ouguiyas.

Article 100 : Quiconque empêche ou entrave les services compétents d'accomplir leurs missions telles que définies aux articles 16 , 25 , 37 , et 40 de la présente loi –cadre est puni d'une peine d'emprisonnement de un à trois mois et d'une amende de 20.000 à 60.000 ouguiyas ou de l'une de ces deux peines

Encourent les mêmes peines ceux qui contreviennent aux articles 64 et 74 de la présente loi – Cadre.

Article 101 : Toute infraction aux dispositions des articles 59, 60, 65, 82, et 115 de la présente loi – cadre est puni d'une peine d'emprisonnement de 3 à 6 mois et d'une amende allant de 50.000 à 150.000 ouguiyas ou de l'une de ces deux peines.

En cas de non respect dès règles prescrites aux articles 63 et 64 de la présente loi - cadre l'autorisation de commerce des objets immobiliers peut être immédiatement retirée de manière temporaire ou définitive.

Article 102 : Sans préjudice des sanctions prévues par le code pénal, ceux qui contreviennent aux dispositions des articles 13, 14, 15, 23, 24, 27, 32, 34, 47 et 50 de la présente loi – cadre seront punis d'une peine d'emprisonnement de 3 à 6 mois et

d'une amende allant 200.000 à 500.000 ouguiyas ou de l'une de ces deux peines.

Est passibles des mêmes peines celui qui, volontairement aura autorisé la construction sur un terrain archéologique. Les auteurs des infractions prévus aux présents articles sont tenus de remettre en état les monuments historiques et les bâtiments endommagés de réparer les préjudices qui en ont résulté. Les frais découlant des réparations et de la remise en état ainsi que les dédommagements sont supportés par les auteurs des infractions.

Dans tous les cas ou il aura été procédé, sans autorisation, à une construction sur un site archéologique ou Culturel ou à l'intérieur d'un secteur sauvegardé, l'autorité administrative ou Municipale selon les cas sur la demande du Ministre chargé de la Culture, prend un arrêté de démolition et procède sans délai à son exécution. Ils peuvent, si le besoin, recourir à la force publique et faire réaliser, aux frais de l'auteur de l'infraction, tous les travaux nécessaires.

Article 103 : Seront saisis, les outils et les matériels utilisé par les auteurs des délits prévus aux articles 100,101, et 102, de la présente loi- cadre ainsi que les objets découverts lors de fouilles non autorisées ou de sondages effectués en contravention aux conditions et règles applicables en matière de fouilles et de sondages Peuvent être également saisis tout ou partie des objets mobiliers en possession de l'auteur d'une infraction aux articles 63 et 64.

Article 104 : Outre les sanctions Prévues aux articles précédents de la présent loi – cadre l'auteur d'une infraction ayant causé un préjudice est tenu de verser une indemnité équivalente au préjudice subi.

Article 105 : Sont chargés de constater les infractions à la présent loi – cadre les officiers de Police Judiciaire, les agents des Wilayas et des Municipalités chargés du contrôle des infractions, les agents

habilités par le Ministre chargé de la Culture parmi les contrôleurs spécialisé dans le patrimoine relevant de l'administration chargé du Patrimoine et dûment assermentés conformément aux règlement en vigueur ainsi que les agents du Ministère chargé de l'urbanisme et les agents de la Douane.

Article 106 : Les infractions visées ci - dessus sont constatées au moyen des procès verbaux ou par information Judiciaire.

Les procès verbaux sont adressés à l'administration chargée du patrimoine par les fonctionnaires et agents habilités, désignés à l'article 105 ci-dessus.

Les procès verbaux sont rédigés dans le plus court délai. Ils énoncent la nature, la date et le lieu des constatations ou des contrôles effectués.

Dans le cas ou l'auteur des faits n'est pas pus être identifié, ils sont dressés contre inconnu. Dans les autres cas, ils indiquent que le contrevenant a été informé de la date et du lieu de rédaction.

Ils sont dispensés des formalités et droit de timbre et d'enregistrement. Ils font foi jusqu'à inscription de faut.

Les procès – verbaux peuvent porter déclaration de saisie des biens ayant fait l'objet de l'infraction ou de véhicules ou moyens de transport ayant servi à commettre l'infraction.

La saisie peut donner lieu à gardiennage sur place ou en tout lieu désigner par l'agent verbalisateur.

Article 107 : Les agents désignés par l'article 105 ci- dessus, à l'exception des officiers de Police Judiciaire, sont qualifiés pour procéder sur instruction , de l'administration chargée du Patrimoine aux enquêtes relatives à la protection des biens Culturels.

Le Ministre chargé de la Culture peut donner mandat à tout expert de procéder à l'examen de tout les biens Culturels proposés pour le classement ou classés. Ces experts, les fonctionnaires, agents et

experts visés à l'article 105 sont tenus aux secrets professionnels.

Article 108 : Tout acte de vol de pillage de bien culturel ou de dégradation et destruction commis sur un bien culturel est passible d'une peine d'emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 100.000 à 800.000 ouguiyas ou de l'une de ces deux peines seulement

TITRE : IX DISPOSITIONS DIVERSES

Article 109 : Les propriétaires possesseurs ou occupants d'immeubles situés dans un site culturel ou secteur sauvegardé ne peuvent interdire aux agents cités aux articles 105 et 107 de la présente loi - cadre la visite des lieux ou l'inspection des travaux

Le propriétaire d'un monument historique ou son exploitant ne peut interdire aux personnes habilitées par le ministère de la Culture l'accès, la visite des lieux ou le contrôle des travaux en cours dans le monument

Les agents en question peuvent à tous moments visiter les fouilles et photographier les éléments qui présentent un intérêt archéologique Ils ont également le droit de visiter les chantiers publics ou privés qui se trouvent dans des zones archéologiques

Toutefois pour accéder aux lieux d'habitation et leurs dépendances les agents suscités sont tenus de se conformer aux dispositions prévues par le code de procédure pénale

Article 110 : L'Etat a le droit d'exproprier pour cause d'utilité publique les monuments historiques classés Les coûts d'acquisition des immeubles bâtis ou nus sont évalués compte tenu des usages auxquels ces immeubles sont destinés ainsi que des servitudes consécutives à leur classement ou leur protection

Article 111 : Le propriétaire ou l'exploitant d'un monument historique protégé est tenu d'assurer son entretien et son maintien en bon état de conservation Les administrations de l'Etat les collectivités publiques les établissements publics et privés les propriétaires les détenteurs et les dépositaires qui ont à leur charge des unités ou des collections protégées sont tenus d'assurer leur gardiennage et leur maintien en bon état de conservation

Article 112 : Pour financer les études correspondantes et assurer la sauvegarde la gestion et la conservation du patrimoine nationale il sera créé un «fonds du patrimoine Bénéficiant de ressources spécifiques affectées de dotations du Budget de l'Etat de contributions individuelles et collectives de prêts et dons d'organismes internationaux et autre sources financières.

La domiciliation, les ressources, les emplois et les modalités de fonctionnement du fonds du patrimoine seront fixés par décret pris en conseil des Ministres sur proposition et du Ministre chargé de la Culture et du ministre chargé des finances.

Article 113 : Seront publiées au journal Officiel la liste des biens culturels meubles et immeubles protégés et classés ainsi que les listes des secteurs sauvegardés et des sites culturels Ces listes seront révisées périodiquement

Article 114 : En cas de perte d'un bien culturel meuble ou immeuble ou lorsque l'intérêt ayant justifié sa protection ou son classement est éteint il est procédé à la levée de la mesure de protection ou de classement selon le cas et conformément aux mêmes modalités suivies lors de sa protection ou de son classement

Article 115 :
Tout défendeur de bien archéologique meubles ou immeubles est tenu après la promulgation de la loi - cadre et dans un

délai d'un an à compter de sa date de publication d'en informer les services compétents du Ministère chargé de la Culture en vue de procéder, selon le cas à leur protection ou à leur classement.

Peuvent être conservés en dépôt chez les particuliers avec la responsabilité et les servitudes qui en découlant, la totalité ou une partie des vestiges meubles ou immeubles, trouvés sur le sol ou extrait du sous - sol ou d'un monument archéologique antérieurement à la promulgation de la présente loi - cadre.

Toutes fois, ceux qui nécessitent une protection particulière seront réputés par les services compétents du Ministère chargé de la Culture

Article 116 : Les particuliers peuvent détenir ou commercialiser les objets archéologiques mobiliers légalement importés, sous réserve de les avoir présentés aux services compétents du Ministère de la Culture dès leur entrée en Mauritanie ou de les avoir déclarés à ces services dans un délai tel que prévu à l'article 115 de la présents loi - cadre.

Article 117 : En cas de besoin, les sites Culturels et les ensembles historiques peuvent être classés conformément aux dispositions prévues aux articles 39 à 52 de la présente loi - cadre.

Article 118 : Demeurent en vigueur et jusqu'à dispositions contraires, les arrêtés antérieurs à la présente loi - cadre et relatifs au classement des sites historiques et archéologiques.

TITRE X

DISPOSITIONS FINALES

Article 119 : Sont modifiés ou complétés les dispositions suivantes :

1 - L'article 208 du code de la Marine Marchande (Loi n° 95.009 du 31 /01/ 1195 est complété par un alinéa second ainsi libellé :

Toutefois, s'agissant des objets à caractère historique, archéologique, ou scientifique et pouvant, de façon générale, présenter un intérêt culturel, la réglementation spéciale visé ci - dessus est déterminée conjointement avec le Ministre de la Culture :

2 - L'article 18 du code de l'Environnement (Loi 2000 - 045 du 26/7/2000 est ainsi complété :

Après association intéressée, il est ajouté, y compris les associations à caractère culturel :

3 - L'alinéa 1 de l'article 54 du code Minier (Loi 99.013 du 23/6/1999 est modifié ainsi qu'il suit :

Les travaux de recherche ou d'exploitation doivent respecter les contraintes et les obligations afférentes à la sécurité et à la santé du personnel, à la sécurité et à la salubrité publique ; à la protection du patrimoine culturel (le reste sans changement)

Article 120 : Sont abrogées toutes les dispositions contraires, antérieures à la présente loi- cadre et notamment la loi n° 72 - 160 du 31 juillet 1972 relative à la sauvegarde et à la mise en valeur du patrimoine Culturel, préhistorique, historique et archéologique.

Article 121 : La présente loi sera publiée selon la procédure et exécutée comme loi de l'Etat.

Le Président de la République
Maaouya Ould Ahmed Taya

Le Premier Ministre
Maître Sghaïr Ould M'bareck

Ordonnance n°001 - 2005 du 06 Août 2005 portant promulgation de la Charte Constitutionnelle définissant l'organisation et le fonctionnement des pouvoirs publics constitutionnels pendant la période transitoire.

**LE PRESIDENT DU CONSEIL
MILITAIRE
POUR LA JUSTICE ET LA
DEMOCRATIE**

Le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie a délibéré et adopté;
Le Président du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie promulgue l'ordonnance portant Charte Constitutionnelle définissant l'organisation et le fonctionnement des pouvoirs publics constitutionnels pendant la période transitoire, dont la teneur suit:

Article Premier: Est promulguée la Charte Constitutionnelle définissant l'organisation et le fonctionnement des pouvoirs publics constitutionnels pendant la période transitoire, dont le texte figure ci-après.

**«CHARTE
CONSTITUTIONNELLE
DEFINISSANT L'ORGANISATION
ET LE FONCTIONNEMENT DES
POUVOIRS PUBLICS
CONSTITUTIONNELS PENDANT
LA PERIODE TRANSITOIRE.**

Les Forces Armées et de Sécurité ont pris devant le Peuple mauritanien, le 3 août 2005, l'engagement de créer les conditions favorables à un jeu démocratique ouvert et transparent et de mettre en place de véritables institutions démocratiques, à l'issue d'une période transitoire n'excédant pas deux (2) ans.

Elles proclament leur volonté de respecter tous les engagements internationaux pris au nom de l'Etat et d'adhérer aux principes consacrés par la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, la Charte des Nations Unies, la Ligue des Etats arabes, l'Union Africaine et l'Organisation de la Conférence Islamique.

La présente Charte constitutionnelle a pour objet de définir l'organisation et le fonctionnement des pouvoirs publics constitutionnels pendant la période transitoire.

Article premier : Les dispositions de la Constitution du 20 juillet 1991, y compris le Préambule, relatives à l'Islam, aux libertés individuelles et collectives et aux droits et prérogatives de l'Etat sont maintenues.

Les autres dispositions de la Constitution du 20 juillet 1991 sont réaménagées et complétées par les dispositions de la présente Charte constitutionnelle.

Art.2. : Les Forces Armées et de Sécurité exercent, par l'intermédiaire du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie, les pouvoirs nécessaires pour la conduite de l'Etat et des affaires publiques pendant la période transitoire nécessaire à la création des conditions favorables à un jeu démocratique ouvert et transparent et à la mise en place de véritables institutions démocratiques, telle que mentionnée ci-dessus au Préambule.

Art.3. Le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie exerce par voie d'ordonnance le pouvoir législatif dans les matières prévues à l'article 57 de la Constitution.

Il est mis fin aux pouvoirs du Parlement élu en octobre 2001.

Art.4. Le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie désigne son président dans les formes prévues par le règlement intérieur du Conseil. Le Président est responsable devant le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie.

Les membres du Conseil sont nommés par ordonnance du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie.

Art.5. Le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie se réunit en session ordinaire tous les trois mois et, en session extraordinaire, sur convocation de son

président ou à la demande des 2/3 des membres.

Art.6. Le Président du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie exerce le pouvoir exécutif et notamment les prérogatives prévues aux articles 23 à 39 du Titre II de la Constitution du 20 juillet 1991.

Le Président du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie nomme le Premier Ministre et les Ministres.

Le Premier Ministre et les Ministres sont responsables devant le Président et devant le Conseil.

Art.7. En cas d'absence ou d'empêchement du Président du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie, il est suppléé dans ses fonctions selon les formes prévues par le règlement intérieur du Conseil.

Art.8. Le Conseil Supérieur de la magistrature, les Cours et tribunaux, le Haut Conseil Islamique et la Cour des comptes continuent à exercer leurs compétences conformément aux textes les régissant.

Art.9. Sans préjudice de ses attributions en matière électorale qui sont maintenues, le Conseil constitutionnel peut être consulté par le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie sur toute question d'intérêt constitutionnel.

Art.10. La présente Charte sera modifiée ou complétée, en tant que de besoin, par ordonnances constitutionnelles».

Art.2. *La présente Charte Constitutionnelle sera publiée suivant la procédure d'urgence et au Journal Officiel.*

POUR LE CONSEIL MILITAIRE POUR
LA JUSTICE ET LA DEMOCRATIE

LE PRESIDENT
ELY OULD MOHAMED VALL

Ordonnance n° 002 - 2005 du 06 Août 2005 Portant promulgation du règlement intérieur du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie.

**LE PRESIDENT DU CONSEIL
MILITAIRE POUR LA JUSTICE ET
LA DEMOCRATIE**

Le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie a délibéré et adopté ;
Le Président du Conseil Militaire pour la Justice et de la Démocratie, promulgue l'ordonnance portant règlement intérieur du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie et dont la teneur suit :

Article Premier : *Est promulgué le règlement intérieur du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie dont le texte figure ci-après :*

**REGLEMENT INTERIEUR DU
CONSEIL MILITAIRE POUR LA
JUSTICE ET LA DEMOCRATIE**

Chapitre Premier

Article Premier : Le présent Règlement intérieur définit l'organisation et le fonctionnement du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie.

**Chapitre II
DU CONSEIL MILITAIRE
POUR LA JUSTICE ET LA
DEMOCRATIE**

Article 2 : Le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie est composé des membres de droit suivants :

- Le Président du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie;
- Le Secrétaire Permanent du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie;
- Le secrétaire Permanent adjoint du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie;
- Le Directeur Général de la Sûreté nationale;
- Les membres des forces Armées, membres du Gouvernement;
- Le Chef d'Etat major national;
- Le Chef d'Etat major de la gendarmerie Nationale;
- Le Chef d'Etat Major de la garde Nationale;
- Le Directeur de l'Air;
- Le directeur de la Marine Nationale;
- Les Commandants des régions Militaires;
- D'autres officiers des Forces armées et Sécurité; spécialement désignées a cet effet.

Art.3. Les membres du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie ont rang de préséance sur les membres du Gouvernement, sauf le Premier ministre, en ce qui concerne l'exercice des fonctions gouvernementales.

Art.4. Aucun membre du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie ne peut être poursuivi, recherché, arrêté, détenu ou jugé à l'occasion des opinions ou votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.

Sauf le cas flagrant délit, aucun membre du Conseil ne peut être poursuivi ou arrêté en matière criminelle ou correctionnelle qu'avec l'autorisation du Conseil pendant les sessions, ou hors session, sur autorisation du Comité Permanent du Conseil, tel que prévu à l'article 19 ci-après.

Art.5. Hormis le départ dû à une mutation pour des raisons de service, l'exclusion d'un membre est prononcée par le Conseil Militaire pour la Justice et la

Démocratie à la majorité des deux tiers (2/3). Elle peut être demandée par le Président ou par le tiers des membres pour les motifs ci-après :

- atteinte à la sécurité extérieure ou intérieure de l'Etat ;
- intelligence avec l'ennemi, trahison ;
- poursuites judiciaires pour des faits passibles de peines affectives ou infamantes ;
- agissements contraires aux orientations et décisions du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie ;
- comportement indigne, de nature à porter atteinte à la moralité et aux bonnes mœurs.

Art.6. Les actes, agissements et fautes pouvant entraîner l'exclusion d'un membre devront être constatés par une commission d'enquête issue du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie. Le membre mis en cause est entendu par le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie. Cependant, il ne peut ni assister aux délibérations ni participer au vote.

Art.7. En cas d'infraction qualifiée de grave, commise par un membre du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie, le Comité Permanent décide, sur rapport motivé et préalablement à toutes poursuites judiciaires, la levée de son immunité. Il en rend compte au Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie au cours de sa prochaine session.

Art.8. La démission d'un membre est recevable au vu d'une demande motivée. Elle n'est effective qu'après son acceptation par le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie décidée à la majorité des deux tiers (2/3) des membres.

Art.9. Le remplacement au poste devenu définitivement vacant a lieu sur proposition

du Président du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie. La désignation se fait par vote à la majorité des deux tiers (2/3) des membres du Conseil.

Chapitre III DU PRESIDENT DU CONSEIL MILITAIRE POUR LA JUSTICE ET LA DEMOCRATIE

Art.10. Le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie désigne son Président par vote au scrutin secret à la majorité des 2/3 de ses membres. Il met fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Art.11. Le Président du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie exerce les attributions qui lui sont reconnues par la Charte constitutionnelle du 6 Août 2005 et le présent Règlement intérieur. Il préside les réunions du Conseil et exerce la police des séances.

Art.12. Le Président dirige les débats pendant les réunions du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie. Il fait observer le règlement intérieur et maintient l'ordre ; il peut suspendre la séance à tout moment. Il accorde la parole, annonce les résultats des votes et prononce les décisions du Conseil. Il constate la vacance des postes de membre. Il reçoit les démissions dont il donne connaissance au Conseil qui en prend acte. Il instruit la procédure des exclusions.

Art.13. En cas d'absence temporaire, le Président du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie désigne son intérimaire parmi les membres du Comité Permanent du Conseil.

En cas d'empêchement temporaire du Président, le Comité permanent désigne en son sein un membre pour expédier les affaires courantes et urgentes pour une période n'excédant pas un mois.

Au-delà de cette période, le Conseil se réunit pour apprécier cet empêchement.

En cas d'empêchement définitif du Président du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie, les fonctions de Président seront assurées par un membre du Comité permanent du Conseil désigné par cette instance en son sein, pour une période n'excédant pas sept jours. Au terme de ce délai, le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie se réunit pour désigner un nouveau Président.

Chapitre IV DE L'ORGANISATION DU CONSEIL MILITAIRE POUR LA JUSTICE ET LA DEMOCRATIE

Art.14. Le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie se répartit en cinq (5) commissions présidées chacune par un membre du Conseil :

- Commission de la Justice et des Affaires Politiques ;
- Commissions des Affaires de Sécurité ;
- Commission de l'Education Nationale et des Affaires culturelles et sociales
- Commission de l'Economie et des Finances ;
- Commission de l'Equipement et des Infrastructures ;

Les commissions veillent à l'application, par le Gouvernement des orientations définies par le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie.

Elles font rapport au Conseil de leurs constatations.

Art.15. Les commissions du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie sont présidées par un membre désigné à cet effet par le Conseil. En cas d'empêchement de celui-ci, le Président de la Commission est remplacé par l'officier membre de la Commission le plus ancien dans le grade le plus élevé.

Art.16. Chaque commission désigne en son sein un rapporteur.

Art.17. Dans l'accomplissement de leur mission, les commissions du Conseil

Militaire pour la Justice et la Démocratie peuvent faire appel à l'assistance d'experts.

Art.18. Le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie peut désigner à tout moment une commission spéciale chargée de l'étude d'une question particulière. Dans ce cas, la décision de désignation fixera la mission de cette commission.

Art.19. Le Comité Permanent du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie est constitué des membres du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie exerçant des fonctions à Nouakchott.

Art.20. Le Comité Permanent du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie est chargé de suivre l'application des décisions du Conseil par le Gouvernement. Il fixe les dates et adopte l'ordre du jour des réunions du Conseil.

Il se réunit en session ordinaire une fois tous les quinze (15) jours et en session extraordinaire sur convocation de son Président ou à la demande des 2/3 de ses membres.

Art.21. L'administration des services du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie est assurée par un organe dénommé "Secrétariat permanent du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie".

Le Secrétariat permanent du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie est dirigé par un Secrétaire permanent désigné par le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie parmi ses membres.

Le secrétaire permanent est responsable devant le Conseil. Il assure les fonctions de porte – parole officiel du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie. Il assiste aux séances du Conseil des Ministres.

Le secrétaire permanent du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie est assisté par un secrétaire permanent adjoint qui le remplace en cas d'absence ou d'empêchement.

Art.22. Le secrétaire permanent du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie est chargé de la préparation des dossiers concernant l'orientation générale et assure la diffusion des options prise par le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie. Il coordonne l'activité des commissions. Il est chargé de préparer les réunions du Conseil. Il informe les membres, recueille leurs suggestions pour l'établissement de l'ordre du jour qu'il soumet au Conseil Permanent avant de le rendre définitif.

Les projets devant être soumis aux discussions du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie sont communiqués aux membres du Conseil au moins 24 heures à l'avance.

Le secrétaire permanent dresse procès – verbal des débats du Conseil.

Art.23. Le secrétaire Permanent du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie reçoit les projets d'ordonnances élaborés par le Gouvernement. Ces projets sont déposés obligatoirement au plus tard quinze jours après leur adoption par le Conseil des Ministres. Ces projets d'ordonnance sont soumis à l'étude préalable des commissions intéressées.

Art.24. Les membres du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie présents à Nouakchott assistent obligatoirement aux réunions du Comité permanent, sauf cas de force majeure.

Art.25. En dehors du chef de service du secrétariat particulier du secrétaire permanent du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie et du personnel de service, nul ne peut accéder aux salles de réunions du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie sans l'autorisation du Président.

Chapitre V DU FONCTIONNEMENT DU CONSEIL MILITAIRE POUR LA JUSTICE ET LA DEMOCRATIE

Art.26. Le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie se réunit en session

ordinaire tous les trois (3) mois et en session extraordinaire sur convocation de son Président ou à la demande des 2/3 de ses membres.

Art.27. Sauf disposition particulière du présent Règlement, le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie ne délibère valablement que si les 2/3 des membres sont présents.

Art.28. Le vote des membres du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie est personnel. Le mode de vote (à main levée ou au scrutin secret) est arrêté par le Président du Conseil, en concertation avec les autres membres.

Le vote n'a lieu au scrutin secret qu'à la demande du Président ou des 2/3 tiers des membres présents.

Art.29. En dehors des cas pour lesquels le présent Règlement intérieur prévoit une majorité spéciale, les décisions du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie sont prises à la majorité simple des membres présents. En cas de partage égal des voix, celle du Président est prépondérante.

Chapitre VI

DISPOSITIONS FINALES

Art.30. La proposition de révision des dispositions du présent Règlement intérieur ne peut être examinée par le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie qu'à l'initiative du Président ou à la demande des 2/3 des membres du Conseil.»

Art.2. *La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat et publiée selon la procédure d'urgence et au Journal Officiel.*

POUR LE CONSEIL MILITAIRE POUR
LA JUSTICE ET LA DEMOCRATIE

LE PRÉSIDENT
ELY OULD MOHAMED VALL

Ministère des Affaires Economique et du Développement

Actes Réglementaires

Arrêté n° 0687 du 30 mai 2005 portant création d'un comité de pilotage du rapport national sur le développement humain durable et la pauvreté (RNDHDP).

Article premier – Il est créé un comité de pilotage du rapport national sur le développement humain durable et la pauvreté (CPRNDHDP).

Article 2 – Comité de pilotage du rapport national sur le développement humain durable et la pauvreté (CPRNDHDP) est l'organe de décision du dispositif du rapport national sur le développement humain durable et la pauvreté (RNDHDP) dont il suit et supervise tout le processus d'élaboration.

Article 3 – Le CPRNDHDP est présidé par le directeur du Développement social (MAED). Sa vice présidence est assurée par un membre élu ou désigné par le comité.

Article 4 – Les principales fonctions du comité s'articulent autour des points suivants :

- Le choix du thème de chaque rapport : le comité a la responsabilité de choisir le thème du rapport. Une fois le thème arrêté, des termes de référence seront préparés par l'observatoire du développement humain durable et de la pauvreté (ODHDP). Le comité examinera ces propositions et en adoptera la version définitive. Celle – ci permettra à l'ODHDP de lancer des appels d'offre en vue de recruter l'équipe technique qui réalisera le rapport.

- Le choix de l'équipe technique qui assurera la préparation du rapport en collaboration avec l'observatoire. Celle – ci élaborera un plan de travail pour l'ensemble du rapport et une problématique relative au thème. Ces intrants seront soumis au comité et à

l'ODHDP, qui pourront les amender. Au terme de ce processus, l'équipe technique disposera d'un mandat clair sur le travail à accomplir et le calendrier à respecter.

Le comité et l'ODHDP, dans le cadre du calendrier arrêté, examineront le projet de rapport qui leur sera soumis par l'équipe technique. Ils pourront s'entourer d'avis afin de se forger une opinion. Le comité, au terme de ce processus, prendra, avec l'appui de l'ODHDP, la décision de déclarer « finale » la version du rapport qu'il jugera conforme aux critères de qualité et pertinence auxquels doit répondre un rapport national sur le développement humain.

Article 5 – Le comité de pilotage du rapport national sur le développement humain durable et la pauvreté sera composé des représentants de :

Président : Moctar Ould Mohamed Yahya, directeur du Développement Social

Vice – président : Saadna Ould Bahaida, directeur général adjoint de l'ONS.

Membres :

- Med Abdellahi Ould Mouloud dit Isselmou, DE/MFPE
- Fatimetou mint Lekhliva, DPP/SECF
- Mohamed Ould Brahim, CDHLCPI
- Abderrahim Ould Didi, CEMAP
- Anne Mamoud, DPSE/MDRE
- Tidjani Mamoudou Dia, Réseau DHD Boghé
- Aminettou Mint Mouloud, Présidente de l'Association Mauritanienne pour la Promotion de la Femme, la Santé et l'Environnement (AMFSE) Aleg
- Moussa Ould Ahmedou, Maire Magta Lahjar
- Niang Ndery, FSJE
- Daffa Adama, SG/ACP
- Mohmed Vadel Ould El Waghef, Association des Maires
- Sidi Med Ould Elyouta, Réseau DHD kiffa
- Najia Mint Ahmed, Réseau RFD
- Seyid Ould Abdellahi/SG Patronat
- Sidi Ould Mohamed Vall/UTM

- Mohamedi Ould El Hadj Brahim, Président RDD

- Ismail Ould Lemhaba, DPE/MAED

- El Hadj Ould Rabany, DPE/MEN

- Menna Ould Tolba, DPCS/MSAS

- Med Ali Ould Lemrabott, PNUD

- Holger OSTERRIDER, PNUD

- Med Lemine Ould Moujtaba, UNFPA

- Fall Mohameden, Unicef

- Ahmed Salem Ould Khtour, FLM

- Salimata Balla, Banque Mondiale

Article 6: Le Comité devra rassembler des personnes ayant des compétences avérées dans des domaines qui se situent au cœur de la démarche DHD. Ils seront désignés en fonction de leur compétence et de leur intérêt pour l'approche DHD. Les membres du Comité seront choisis intuitu personae au sein d'institutions représentatives.

Dans la mesure du possible, on s'efforcera de cibler des membres qui occupent des fonctions –clefs dans les processus proches des préoccupations du DHD et de la pauvreté, dont la coordination est essentielle.

La désignation des membres résultera d'une concertation entre le Ministre des Affaires Economiques et du Développement, d'une part, et le représentant résident du PNUD, d'autre part, sur proposition de l'ODHDP.

Le comité lors de sa première réunion procédera à l'élection d'un bureau, qui comportera, en plus du président, notamment un vice – président. Ce bureau pourra représenter le comité lorsque celui-ci le mandatera en ce sens. Le Président du comité, président du bureau, convoquera le comité sur la base d'un ordre du jour. Le comité se réunira en session plénière à l'occasion des étapes suivantes : choix du thème, approbation des termes de référence, choix de l'équipe technique, du plan de travail et de la problématique, de la version définitive du rapport et du plan de communication et de suivi. D'autres réunions plénières pourront se tenir à la demande du bureau.

Le comité pourra assurer la préparation de plusieurs RNDHDP. Il n'est pas lié à un seul cycle de préparation. Au terme de chaque cycle, un bilan de la participation des membres sera établi par l'ODHDP, et des propositions de renouvellement pourront être adressées au Ministre et au représentant résident.

Article 7 – Les membres du comité recevront à l'occasion de leur participation effective aux tâches impliquées par leur qualité de membre et aux réunions une indemnité compensatoire à arrêter d'un commun accord par le PNUD et le MAED. Pour les travaux d'une certaine envergure comme l'appréciation des versions du rapport, les membres du comité seront rémunérés en fonction des apports de chacun. Des notes et des rapports écrits attestant leur contribution indispensable pour rémunération. Celle ne pourra avoir lieu que sur la base d'un contrat entre le comité et l'ODHDP. Son montant est donc déterminé au préalable, mais le règlement reste tributaire de la contribution effective.

Article 8 – L'équipe technique mise en place par l'ODHDP et le comité comprendra, trois composantes :

- Le groupe technique thématique et de synthèse : Il aura pour mission de préparer des contributions destinées à nourrir la partie thématique d'une part, et à participer au travail de synthèse et d'édition d'autre part. Il appartiendra à l'observatoire d'assurer le suivi des travaux des consultants et le respect des termes de référence et du calendrier. L'observatoire assurera la coordination et le suivi technique des consultants constituant le groupe technique thématique et de synthèse.

Le groupe technique inclura une composante «édition», qui sera chargée de l'établissement de la maquette du rapport, qui sera soumise au comité de pilotage.

- Le comité de lecture : afin de s'assurer de la qualité du rapport, il sera institué un comité de lecture. Celui – ci portera un

jugement sur les qualités techniques du rapport, sur la forme et sur sa cohérence avec l'approche DHD.

Les membres du comité de lecture seront des consultants recrutés sur la base de termes de référence. Ils remettront des rapports écrits comportant des propositions précises.

- Le groupe de communication. Il s'agit d'une équipe restreinte de consultants chargés d'élaborer une proposition de stratégie de communication relative à chaque rapport.

Cette équipe devrait réunir un spécialiste de la communication, un spécialiste du thème du rapport et un responsable de l'ODHDP qui la préside.

Article 9 – L'observatoire du développement humain durable et de la pauvreté assurera le secrétariat du comité de pilotage. Dans ce cadre, il préparera les réunions, expédiera les convocations, établira les propositions de compte rendu. D'une façon générale, et dans le cadre des missions ci – dessus exposées du comité de pilotage, l'ODHDP préparera, pour toutes les activités, des propositions sur lesquelles le comité délibérera : termes de référence relatifs aux éléments de l'équipe technique qui seront recrutés pour assurer les tâches qui leur reviennent.

L'observatoire procédera, après décision du comité, au recrutement des équipes en conformité avec les règles habituelles de transparence et de concurrence.

L'observatoire aura en outre, la charge directe de la préparation, sous le contrôle du comité de pilotage, de la partie non thématique du rapport.

Article 10 – Le Secrétaire Général du Ministère des Affaires Economiques et du Développement et le Directeur du Développement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

**III.- TEXTES PUBLIES A TITRE
D'INFORMATION**

AVIS DE BORNAGE

Le 15/08/2005 à 10 heures, 30 MN DU MATIN, Il sera procédé, au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Nouakchott, consistant en un terrain urbain bâti, d'une contenance de (06a et 60ca), connu sous le nom des lots n°s 15,13,16 et 18 ilot C/ Carrefour et borné au nord par une ruelle à l'est par les 17 et 20, au sud par une ruelle s/n et à l'ouest par les lots 11 et 14.

Dont l'immatriculation a été demandée par Ould Mohamdi Ould Bah

Suivant réquisition du 05/05/2005, n°1678.

Toute personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

LE CONSERVATEUR DE LA PROPRIETE FONCIERE

AVIS DE BORNAGE

Le 15/08/2005 à 10 heures, 30 MN DU MATIN, Il sera procédé, au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Nouakchott, consistant en un terrain urbain bâti, d'une contenance de (02a et 40ca), connu sous le nom des lots n°s 483 bis et 484 bis et borné au nord par le lot 481 à l'est par les lots 484 bis et 483, au sud par le lot 487 et à l'ouest par une rue s/n.

Dont l'immatriculation a été demandée par Mohamed Ould Mohamed Lemine

Suivant réquisition du 12/05/2005, n°1681.

Toute personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

LE CONSERVATEUR DE LA PROPRIETE FONCIERE

AVIS DE BORNAGE

Le 30/07/2005 à 10 heures, 30 MN DU MATIN, Il sera procédé, au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Nouakchott, consistant en un terrain urbain bâti, d'une contenance de (01a et 20ca), connu sous le nom du lot n° 1015 ilot Sect.3 M'Gayzira Teyarett et borné au nord par le lot 1016 à l'est par une rue s/n, au sud par le lot 1013 et à l'ouest par le lot 1014.

Dont l'immatriculation a été demandée par le Sieur Cheikh Ould Mohamed Lemine Ould Masdaf

Suivant réquisition du 25/04/2005, n°1673.

Toute personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

LE CONSERVATEUR DE LA PROPRIETE FONCIERE

AVIS DE BORNAGE

Le 15/07/2005 à 10 heures, 30 MN DU MATIN, Il sera procédé, au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Nouakchott, consistant en un terrain urbain bâti, d'une contenance de (01a et 20ca), connu sous le nom du lot n° 1517 ilot Sect.4 Arafatt et borné au nord par le lot 1518 à l'est par une rue s/n, au sud par une rue s/n et à l'ouest par le lot 1531.

Dont l'immatriculation a été demandée par le Sieur El Moctar Ould El Boukhary

Suivant réquisition du 29/11/2004, n°1615.

Toute personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

LE CONSERVATEUR DE LA PROPRIETE FONCIERE

AVIS DE BORNAGE

Le 30/07/2005 à 10 heures, 30 MN DU MATIN, Il sera procédé, au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Nouakchott/ Arafatt, consistant en un terrain urbain bâti, d'une contenance de (03a et 00ca), connu sous le nom des lots n°s 16 et 18 ilot E/ Carrefour et borné au nord par le lot 14 à l'est par une rue s/n, au sud par le lot 20 et à l'ouest par les lots 11,13 et 15.

Dont l'immatriculation a été demandée par le Sieur Sid'Elemine Ould Mohamed Yarba Ould Jyed

Suivant réquisition du 25/04/2005, n°1671.

Toute personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

LE CONSERVATEUR DE LA PROPRIETE FONCIERE

AVIS DE BORNAGE

Le 30/07/2005 à 10 heures, 30 MN DU MATIN, Il sera procédé, au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Nouakchott, consistant en un terrain urbain bâti, d'une contenance de (02a et 70ca), connu sous le nom des lots n°s 1697 et 1703 ilot Sect.11 Arafatt et borné au nord par les lots 1704 et 1696 à l'est par une rue s/n, au sud par une rue s/n et à l'ouest par les lots 1698 et 1702.

Dont l'immatriculation a été demandée par le Sieur Mohamed Ould Wedad Ould Mohamed.

Suivant réquisition du 24/04/2005, n°1672.

Toute personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

LE CONSERVATEUR DE LA PROPRIETE FONCIERE

AVIS DE BORNAGE

Le 15/08/2005 à 10 heures, 30 MN DU MATIN, Il sera procédé, au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Nouakchott, consistant en un terrain urbain bâti, d'une contenance de (03 ha), connu sous le nom de lot n° 128 concession Ksar et borné au nord à l'est, au sud et à l'ouest par des rues s/n.

Dont l'immatriculation a été demandée par TEGOUG II représentée par Mohamed Abdellahi Ould Abdellahi

Suivant réquisition du 10/05/2005, n°1679.

Toute personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

LE CONSERVATEUR DE LA PROPRIETE FONCIERE

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

CONSERVATION DE LA PROPRIETE ET DES DROITS FONCIERS

Au Livre foncier du cercle

Suivant réquisition, n° 1705 déposée le 09/08/2005,
Le Sieur Ahmed Ould Abdawa

a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle du Trarza, consistant en un terrain de forme rectangulaire, d'une contenance totale de (05a 50ca), situé à Nouakchott/ connu sous le nom du lot n° 5 îlot Ksar., et borné au nord par le lot n° 4 et une place s/n, au sud, à l'est et à l'ouest par des routes s/n.

il déclare que ledit immeuble lui appartient en vertu d'un acte administratif.

et n'est à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux-ci après détaillés, savoir

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, ès mains du Conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal de 1ere instance de Nouakchott

Le Conservateur de la Propriété foncière

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

CONSERVATION DE LA PROPRIETE ET DES DROITS FONCIERS

Au Livre foncier du cercle

Suivant réquisition, n° 1704 déposée le 02/08/2005,
Le Sieur Wedia Ould Sidate Ould Sidi

a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle du Trarza, consistant en un terrain de forme

rectangulaire, d'une contenance totale de (01a 80ca), situé à Nouakchott/ Arafat connu sous le nom du lot n° 1073 îlot Sect.7., et borné au nord par une rue s/n, au sud par le lot 1066, à l'est par le lot 1072 et à l'ouest par le lot s/n.

il déclare que ledit immeuble lui appartient en vertu d'un acte administratif.

et n'est à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux-ci après détaillés, savoir

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, ès mains du Conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal de 1ere instance de Nouakchott

Le Conservateur de la Propriété foncière

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

CONSERVATION DE LA PROPRIETE ET DES DROITS FONCIERS

Au Livre foncier du cercle

Suivant réquisition, n° 1695 déposée le 07/07/2005,
Le Sieur Abass Ould Mohamed Ould Abdi

a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle du Trarza, consistant en un terrain de forme rectangulaire, d'une contenance totale de (01a 80ca), situé à Nouakchott/ Arafat connu sous le nom du lot n° 1673 îlot Sect.6., et borné au nord par le lot n° 1671, au sud par le lot 1675, à l'est par une rue s/n et à l'ouest par le lot s/n.

il déclare que ledit immeuble lui appartient en vertu d'un acte administratif.

et n'est à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux-ci après détaillés, savoir

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, ès mains du Conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal de 1ere instance de Nouakchott

Le Conservateur de la Propriété foncière

IV - ANNONCES

RECEPISSE N° 0071 du 17 Juin 2005 portant déclaration d'une association dénommée «Association des Amis des Animaux».

Par le présent document, Monsieur Lemrabott Sidi Mahmoud Ould Cheikh Ahmed Ministre de l'Intérieur, des Postes

et Télécommunications délivre aux personnes désignées ci - après, le récépissé de déclaration de l'association citée ci - dessus.

Cette association est régie par la loi 64-098 du 09 Juin 1964 et ses textes modificatifs notamment la loi 73-007 du 23 Janvier 1973 et la loi 73 - 157 du 02 Juillet 1973 sur les Associations.

BUTS DE L'ASSOCIATION:

Développement

Siège de l'Association : Nouakchott

Durée de l'Association : indéterminée

COMPOSITION DU BUREAU

EXECUTIF

Président: Sidi Mohamed Ould Abderrahmane

Secrétaire Général : Abdel Wedoud Ould TFeil

Trésorier: Abdel Ghader Ould Dahi.

RECEPISSE N° 0020 du 30 Janvier 2005 portant déclaration d'une association dénommée «Club de la Jeunesse pour la Lutte Contre le SIDA»

Par le présent document, Monsieur Mohamed Ghali Ould Cherif Ahmed Ministre de l'Intérieur, des Postes et

Télécommunications délivre aux personnes désignées ci - après, le récépissé de déclaration de l'association citée ci - dessus.

Cette association est régie par la loi 64-098 du 09 Juin 1964 et ses textes modificatifs notamment la loi 73-007 du 23 Janvier 1973 et la loi 73 - 157 du 02 Juillet 1973 sur les Associations.

BUTS DE L'ASSOCIATION:

Sanitaires

Siège de l'Association : Nouakchott

Durée de l'Association : indéterminée

COMPOSITION DU BUREAU

EXECUTIF

Président: El Vadel Ould Dah

Secrétaire Général : Mohamed Aly Ould Ahmed

Trésorier: Khalil Ould Mohamed Lemine

Avis de Perte

Il est porté a la connaissance du public, la perte du titre foncier n°3067 du cercle du Trarza, objet du lot n° 71 ilot H d'une contenance de (298 M²) appartenant à Monsieur Cheikh Aly Ridha Ould Mohamed Naji.

LE NOTAIRE

Ishagh Ould Ahmed Miske

AVIS DIVERS	BIMENSUEL <i>Paraissant les 15 et 30 de chaque mois</i>	ABONNEMENTS ET ACHAT AU NUMERO
Les annonces sont reçues au service du Journal Officiel ----- L'administration décline toute responsabilité quant a la teneur des annonces.	<i>POUR LES ABONNEMENTS ET ACHATS</i> <i>AU NUMERO</i> <i>S'adresser a la direction de l'Édition du Journal Officiel, BP 188, Nouakchott (Mauritanie)</i> <i>les achats s'effectuent exclusivement au comptant, par chèque ou virement bancaire</i> <i>compte chèque postal n° 391 Nouakchott</i>	<i>Abonnements, un an ordinaire.....4000 UM</i> <i>PAYS DU MAGHREB.....4000 UM</i> <i>Etrangers.....5000 UM</i> <i>Achats au numéro / prix unitaire.....200 UM</i>
Edité par la Direction Générale de la Législation, de la Traduction et de l'Édition PREMIER MINISTERE		